

**Art. 4.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bepaling onder i), luidende: "i) 2 voor het schooljaar 2020-2021."

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2020.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Eupen, 26 februari 2019.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

H. MOLLERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203198]

**20 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021 et imposant l'interdiction de toute forme de restriction de tir sur l'espèce sanglier pour l'année cynégétique 2019-20120**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1<sup>er</sup> *ter*, alinéa 2, et 9*bis*, insérés par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Chasse » en date du 16 avril 2019;

Vu le rapport du 25 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 66.195/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la politique cynégétique du Gouvernement wallon vise à maintenir les populations de gibier dans un état de conservation favorable, dans des limites de densités permettant à la forêt de remplir son rôle multifonctionnel, permettant aux autres espèces vivantes constitutives de notre biodiversité de prospérer et permettant de préserver les intérêts économiques de l'agriculture et de la sylviculture;

Considérant que la situation biologique de l'espèce sanglier et les circonstances climatiques et trophiques actuelles sont de nature à contribuer au maintien et à une augmentation significative des populations de cette espèce;

Considérant tout particulièrement le risque sanitaire et économique significatif de la peste porcine africaine vis-à-vis de nos élevages porcins et du commerce de porc à l'échelon régional, national et international;

Considérant qu'un foyer de peste porcine africaine a été mis en évidence sur la commune d'Etalle en province de Luxembourg le 13 septembre 2018;

Considérant que des prélèvements insuffisants en sangliers durant l'année cynégétique 2019-2020 seraient de nature à entraîner un risque accru en termes de dégâts à l'agriculture et aux propriétés privées, de dégâts à la biodiversité, de risques pour la sécurité publique (accident de la route) et de risques sanitaires (transmission de pathogènes au bétail domestique);

Considérant qu'un allongement de la période d'ouverture de la chasse en battue et au chien courant de l'espèce sanglier durant les mois de janvier et de février 2020 est de nature à augmenter la pression cynégétique sur cette espèce gibier, tout particulièrement par l'organisation de cernages par temps de neige et de battues en plaines dans les champs couverts de miscanthus;

Considérant l'avis favorable du Département de la Nature et des Forêts à une prolongation de la chasse en battue et au chien courant du sanglier durant les mois de janvier et février 2020, cette mesure étant de nature à décharger l'administration forestière des formalités administratives liées à la délivrance des autorisations de destruction du sanglier;

Considérant que la prolongation de la chasse en battue et au chien courant de l'espèce sanglier durant les mois de janvier et février 2018 et 2019 n'a pas donné lieu à des conflits avec les autres utilisateurs de l'espace rural et forestier, que cette prolongation a permis le prélèvement d'un nombre significatif de sangliers susceptibles de se reproduire durant le printemps 2019;

Considérant qu'il est impératif d'informer, dans les meilleurs délais, les milieux cynégétiques afin qu'ils puissent s'organiser au mieux pour optimiser les battues au sanglier en janvier et février 2020 et atteindre l'objectif de diminution significative des populations de sangliers;

Considérant qu'il y a spécialement lieu d'interdire toute forme de restriction de prélèvement dans les catégories d'âge, de sexe et de poids de l'espèce sanglier, afin d'atteindre dans les meilleurs délais l'objectif souhaité de réduction des populations de cette espèce en Wallonie;

Considérant qu'une réduction significative du niveau de population en sangliers en Wallonie est de nature à faciliter la gestion et l'éradication de foyers de peste porcine africaine, qu'en effet plus la densité de sangliers dans la zone infectée est importante, plus le nombre de cadavres de sangliers pestiférés à rechercher et éliminer pour éradiquer le foyer est important et nécessite des moyens humains et matériels importants;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 décembre 2017, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année cynégétique 2019-2020 et sans préjudice des dispositions spécifiques relatives à l'interdiction de la chasse dans le périmètre de certaines zones :

1<sup>o</sup> la chasse à tir en battue et au chien courant, tant au bois qu'en plaine, de l'espèce sanglier est prolongée jusqu'au 29 février 2020 inclus;

2<sup>o</sup> toute forme de restriction de prélèvement sur l'espèce sanglier lors de l'exercice de la chasse est interdite, quelles que soient les catégories d'âge, de sexe et de poids. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203198]

**20. JUNI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 und zur Verhängung eines Verbots jeglicher Formen von Einschränkungen der Jagd auf Schwarzwild für die Jagdsaison 2019-2020**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 1<sup>ter</sup> Absatz 2 und 9<sup>bis</sup>, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021;

Aufgrund der am 16. April 2019 abgegebenen Stellungnahme der Abteilung "Jagdwesen" des Pools "Ländliche Angelegenheiten";

Aufgrund des Berichts vom 25. Februar 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 11. Juni 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 66.195/4;

In der Erwägung, dass die Jagdpolitik der Wallonischen Regierung darauf abzielt, den günstigen Erhaltungszustand der Wildbestände unter Einhaltung der Grenzen der Besatzdichte zu wahren, damit der Wald seine multifunktionale Rolle wahrnehmen kann, die sonstigen lebenden Arten, die Teil unserer Artenvielfalt sind, gedeihen können, und die wirtschaftlichen Interessen der Land- und Forstwirtschaft gewahrt werden können;

In der Erwägung, dass die biologische Situation des Schwarzwildes und die aktuellen klimatischen und trophischen Verhältnisse zu einer Erhaltung und einer bedeutenden Zunahme der Populationen dieser Art beitragen;

In der besonderen Erwägung des erheblichen gesundheitlichen und wirtschaftlichen Risikos der Afrikanischen Schweinepest für unsere Schweinezuchtbetriebe und den Schweinehandel auf regionaler, nationaler und internationaler Ebene;

In der Erwägung, dass am 13. September 2018 auf dem Gebiet der Gemeinde Etalle in der Provinz Luxemburg ein Ausbruch der Afrikanischen Schweinepest festgestellt wurde;

In der Erwägung, dass unzureichende Abschussquoten für Schwarzwild während der Jagdsaison 2019-2020 eine erhöhte Gefahr darstellen könnten, was die Schäden an landwirtschaftlichen Kulturen und an Privateigentum, die Schäden für die biologische Vielfalt, die Gefahren für die öffentliche Sicherheit (Verkehrsunfälle) sowie die sanitären Gefahren (Übertragung von Krankheitserregern an das Nutzvieh) betrifft;

In der Erwägung, dass eine Saisonverlängerung für die Treibjagd und die Stöberjagd auf Schwarzwild in den Monaten Januar und Februar 2020 geeignet ist, um den Jagddruck auf diese Wildart zu verstärken, insbesondere durch das Einkreisen im Schnee und die Durchführung von Treibjagden in der offenen Landschaft auf den mit *Miscanthus* bedeckten Feldern;

In Erwägung der Stellungnahme der Abteilung Natur und Forstwesen, in der diese eine Verlängerung der Treibjagd und der Stöberjagd auf Schwarzwild in den Monaten Januar und Februar 2020 befürwortet, wobei diese Maßnahme die Forstverwaltung von den Verwaltungsformalitäten im Zusammenhang mit der Erteilung von Genehmigungen für die Vernichtung von Schwarzwild befreit;

In der Erwägung, dass eine Saisonverlängerung für die Treibjagd und die Stöberjagd auf Schwarzwild in den Monaten Januar und Februar 2018 und 2019 nicht zu Konflikten mit anderen Nutzern von Land- und Forstgebieten geführt hat, und dass diese Verlängerung eine erhebliche Reduzierung der Schwarzwildpopulation ermöglicht hat, die sich ansonsten im Frühjahr 2019 fortgepflanzt hätten;

In der Erwägung, dass es unerlässlich ist, die Jäger so bald wie möglich zu informieren, damit diese sich so gut wie möglich organisieren können, um die Treibjagden auf Schwarzwild im Januar und Februar 2020 optimal zu planen und so das Ziel zu erreichen, die Wildschweinpopulationen deutlich zu reduzieren;

In der Erwägung, dass es insbesondere notwendig ist, jede Form der Einschränkung der Abschusszahlen in den jeweiligen Alters- Geschlechts- und Gewichtskategorien des Schwarzwilds zu verbieten, um so bald wie möglich das angestrebte Ziel der Reduzierung der Populationen dieser Art in der Wallonie zu erreichen;

In der Erwägung, dass eine erhebliche Verringerung des Schwarzwildbestands in der Wallonie dazu beiträgt, die Bekämpfung und Tilgung der Seuchenherde der Afrikanischen Schweinepest zu erleichtern, da je höher die Dichte der Wildschweine in dem infizierten Gebiet ist, desto größer ist die Zahl der toten infizierten Wildschweine, die zur Tilgung des Seuchenherds gesucht und beseitigt werden müssen, was wiederum erhebliche personelle und materielle Ressourcen erfordert;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Dezember 2017, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Für die Jagdsaison 2019-2020 und unbeschadet spezifischer Bestimmungen über das Jagdverbot innerhalb des Umkreises bestimmter Gebiete:

1° wird die Jagd mit Schusswaffen auf Schwarzwild im Rahmen der Treibjagd und der Stöberjagd sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst bis zum 29. Februar 2020 einschließlich verlängert;

2° jegliche Form von Einschränkungen der Abschussquoten bei Schwarzwild bei der Ausübung der Jagd verboten, und zwar unabhängig von Alter, Geschlecht und Gewicht.”.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203198]

**20 JUNI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden en waarbij een verbod op iedere vorm van inperking van afschieten op de soort wild zwijn voor het jachtjaar 2019-2020 opgelegd wordt**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 1ter, lid 2, en 9bis, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Jacht", gegeven op 16 april 2019;

Gelet op het rapport van 25 februari 2019, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 66.195/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het jachtbeleid van de Waalse Regering de handhaving van de wildbestanden in een gunstige staat van instandhouding beoogt binnen dichtheidsgrenzen, waarbij het woud zijn multifunctionele rol kan spelen, waarbij de andere levende soorten die onze biodiversiteit vormen, kunnen gedijen en waarbij de economische belangen van land- en bosbouw kunnen behouden;

Overwegende dat de biologische toestand van het soort wild zwijn en de huidige klimatologische en trofische voorwaarden leiden tot een aanzienlijke toename van de bestanden van dat soort;

Gelet, geheel in het bijzonder, op het significante sanitaire en economische risico van de Afrikaanse varkenspest voor de varkensfokkerijen en -handel op gewestelijke, nationale en internationale schaal;

Overwegende dat er een haard van Afrikaanse varkenspest is aangetroffen in de gemeente Etalle, provincie Luxemburg, op 13 september 2018;

Overwegende dat onvoldoende afnamen van het soort wild zwijn tijdens het jachtseizoen 2019-2020 een hoger risico op schade zou meebrengen voor de landbouw, de privé-eigendommen en de biodiversiteit, voor volksgezondheid (verkeersongevallen), evenals een risico op sanitair vlak (overdracht van pathogenen naar de veestapel);

Overwegende dat een verlenging van de openingsperiode van de drijfjacht en de jacht met drijfhand op het soort wild zwijn tijdens de maand januari en de maand februari 2020 vast en zeker de jachtdruk op die soorten wild zal verhogen, in het bijzonder de organisatie van de omsingelingsverrichtingen bij sneeuw en drijfjachten in open vlaktes, in velden bedekt met miscanthus;

Gelet op het gunstig advies van het Departement Natuur en Bossen voor een verlenging van de drijfjacht en de jacht met drijfhand op het soort wild zwijn tijdens de maand januari en de maand februari 2020, waarbij deze maatregel van dien aard is dat de bosadministratie wordt ontlast van de administratieve formaliteiten gebonden aan de aflevering van de vergunningen voor de vernietiging van het wild zwijn;

Overwegende dat een verlenging van de drijfjacht en de jacht met drijfhand op het soort wild zwijn tijdens de maand januari en de maand februari 2018 en 2019 niet tot conflicten heeft geleid met de andere gebruikers van de landelijke en bosruimte, dat dankzij die verlenging een afname van een significant aantal zwijnen, dat zich tijdens de lente 2019 zou hebben kunnen voortplanten, verricht kon worden;

Overwegende dat de jachtmilieus onverwijd ingelicht dienen te worden, zodat ze zich zo goed mogelijk kunnen organiseren voor de optimalisering van de drijfjachten op wild zwijn in januari en februari 2020 en het doel van een significante daling in de wilde zwijnbestanden te kunnen nastreven;

Overwegende dat er geheel in het bijzonder aanleiding bestaat tot het opleggen van een verbod van iedere vorm van inperking van de afname in de leeftijds-, de geslachts- en de gewichtscategorieën om onverwijd het nagestreefde doel van beperking van de populaties van die soort in Wallonië te kunnen bereiken;

Overwegende dat een significante inperking van het wilde zwijnenbestand in Wallonië van aard is om de beheersing en de uitroeiing van haarden van Afrikaanse varkenspest vlotter te maken, dat er immers een correlatief verband bestaat tussen de densiteit wilde zwijnen in het besmette gebied en het aantal op te sporen en te verwijderen pestdragende wilde zwijnenkrenge, waarbij de inzet van menselijke krachten en materiële middelen aanzienlijk is;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 december 2017, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

Voor het jachtjaar 2019-2020 en onverminderd de specifieke bepalingen betreffende het jachtverbod in de omtrek van bepaalde gebieden :

1° wordt de drijfjacht met vuurwapens en de jacht met drijfhand op het soort wild zwijn wordt verlengd tot en met 29 februari 2020;

2° is iedere vorm van inperking op de afname op het soort wild zwijn bij de beoefening van de jacht verboden, ongeacht de leeftijds-, geslacht- en gewichtscategorieën.”

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juni 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203197]

### 26 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, articles 3, § 1<sup>er</sup>, 14 et 18;

Vu le décret du 2 mai 2019 modifiant le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques;

Vu le rapport du 19 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 24 janvier 2019;

Vu l'avis n° 66.121/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « vingt et un jours ouvrables ».

La notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés.